



Le lundi 23 mars, Alexis Tsipras était reçu par Angela Merkel pour une visite d'Etat. Si les échanges furent, semble-t-il, cordiaux et empreints d'un désir de compréhension mutuelle, il demeure que la chancelière se refuse à adoucir sa position concernant la dette grecque, les réformes structurelles et le déblocage de la première tranche d' « aide ». Rappelons que cette « aide » financière n'est destinée qu'aux créanciers de la Grèce, une grande partie du budget de l'Etat étant consacré au remboursement de la dette qui a plus que triplé depuis l'imposition par la Troïka, désormais « Institutions », des réformes structurelles.

Alors que le gouvernement allemand tient les rênes des négociations, il sous-traite ces

questions à l'Eurogroupe et son président Jeroen Dijsselbloem, qui ne font qu'avaliser le point de vue de Merkel et Schäuble.

Le 8 avril, sans cet argent, la Grèce sera à court de liquidités et fera défaut, ne pouvant rembourser aux échéances sa dette.

Attendre le déblocage de ces fonds est une stratégie des dirigeants européens pour forcer Alexis Tsipras et Yanis Varoufakis à mettre en œuvre les réformes structurelles exigées : hausse de la TVA (refusée par l'ancien gouvernement Samaras), augmentation de l'âge de départ à la retraite, poursuite des privatisations, baisse des salaires des fonctionnaires, et suppression de postes publics etc. Ces mesures imposées depuis 2008 ont montré leur inefficacité. La question n'est donc pas économique, mais politique : il s'agit d'imposer un modèle dans lequel les créanciers internationaux réduisent en esclavage le peuple grec, puisque celui-ci travaillera aux seuls fins de les rembourser, donc à leur profit. Il s'agit aussi pour les dirigeants européens de reconnaître leurs erreurs et l'invalidité par les faits de leurs hypothèses économiques – ce que le FMI a déjà en partie réalisé.

La France a un rôle primordial à jouer. En tant que deuxième puissance économique de la zone euro, et pays moteur de la construction européenne, elle a le devoir politique et moral de garantir un équilibre des forces au sein des nations de l'UE, et non de laisser l'Allemagne se comporter en hégémon gérant à ses propres fins ses colonies sud-européennes. La Une récente du Der Spiegel est à cet égard éloquent d'une prise de conscience lente mais progressive de la classe politico-médiatique allemande concernant les dégâts que fait peser le gouvernement Merkel sur le projet européen, la paix et la solidarité entre les peuples de l'UE. La guerre, qu'elle soit armée ou économique, n'a pas droit de cité en Europe.

La France, en tant que Etat dont la dette et le déficit sont fortement élevés qui ne respecte pas les traités, par ailleurs absurdes, a le devoir politique et moral envers les Français de s'opposer à la Commission, l'Eurogroupe et la chancellerie. Si personne ne les arrête, c'est la France qui subira les mêmes pressions, la même domination, les mêmes souffrances dues à des politiques non seulement inefficaces, mais humiliantes et ravageuses.

J'attends du Gouvernement français une action, avant le 8 avril en faveur d'une résolution de cette crise, qui ne concerne pas que la Grèce, mais l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne et des peuples européens.